

Magnette, une longue marche à pas comptés

► Certains pressent le Carolo de reprendre un jour la présidence du PS.

► Lui semble se faire prier, prenant parfois son monde à rebrousse-poil, sur le décumul ou les alliances.

► Mais qu'a-t-il derrière la tête ?

La réponse était attendue. Comme une réplique au théâtre. Mais rien n'est venu des coulisses. Ni côté cour ni côté jardin. Jean-Pascal Labille a pourtant invité Paul Magnette à dévoiler ses intentions présidentielles dans *Le Soir* du 16 décembre. Le Carolo, lui, n'a pas bronché. Au point de pousser certains à s'interroger. « Si Paul Magnette avait laissé le moindre centimètre d'ouverture, ça aurait pu changer avant 2019... », confiait un cadre socialiste un brin désabusé à *L'Avenir*.

Ce n'est pas la première fois que l'on prête l'ambition à l'ex-politologue de présider le Parti socialiste. Lui-même nous confiait en août : « Si la succession est ouverte un jour fraternellement, je serai évidemment candidat. » Et les mauvais sondages imputés à Elio Di Rupo n'ont fait que renforcer la rumeur. L'ex-professeur de l'ULB, il est vrai, s'y est déjà essayé avec un certain succès, entre janvier 2013 et juillet 2014. Au point, rapporte-t-on, de prendre goût à la fonction. Et d'y songer bien plus souvent qu'il ne se rase.

Et pourtant, Don Quichotte face aux moulins européens à l'occasion de la crise du Ceta, à l'automne 2016, Magnette avait alors endossé une armure à la mesure de ses ambitions. Mais sa croisade européenne achevée, le ministre-président wallon d'alors est passé sans transition de ses réflexions sur une autre mondialisation au potopoto puant de Publifin. Une année longue comme un dimanche de pluie, au milieu de laquelle Benoit Lutgen lui a porté un coup aussi rude qu'inattendu.

Car, pour l'enfant prodige de la social-démocratie, le renversement (d'alliance) du 19 juin équivalait à une double faute. Non seulement il n'a pas vu venir l'attaque du Bastognard. Mais pour certains, y compris parmi ses camarades, il est à l'origine de la volte-face décidée par le CDH : en chantant devant les siens, à Godarville, Farcennes et dans les médias, qu'il veut imposer le décumul en Wallonie, il aurait effarouché une famille triste en perte de vitesse et dont le salut électoral repose fortement sur l'appart de ses mandataires

locaux. D'où la « trahison ».

Le décumul, erreur tactique

Reconduit au pas de la porte de l'Elysette, le Carolo reste pourtant vaillant. Et sa disponibilité retrouvée le place dans la position de prendre un parti en pleine crise de confiance, à la traîne dans les sondages et menacé d'être mis au ban des coalitions. C'est alors qu'il semble s'être emmêlé les pinceaux à propos du décumul. Le 2 juillet, le PS vote le décumul des rémunérations au congrès de l'Eau d'Heure. Un rendez-vous, quasi un momentum, pour l'homme fort de la fédération de Charleroi. Mais au bord des Lacs, celui-ci défend contre vents et marées le décumul intégral : un homme, un mandat. Au point de se brouiller avec les cadres intermédiaires du parti, ces députés-bourgmestres et parlementaires-échevins qui font les présidents. Car le cumul est plus qu'une affaire de gros sous. C'est une question de capital électoral.

Dans les hautes sphères du PS, on glisse que le Carolo regretterait désormais cette foucade estivale. Ce que dément son entourage, avançant une explication tout autre. A ce moment, Paul Magnette est loin, rapporte-t-on. Il songe clairement à quitter la politique pour retourner à ses labours universitaires. Au cours des mois écoulés, il a également acquis la certitude que les problèmes du PS viennent en grande

partie du cumul et de la concentration des pouvoirs qu'il génère. Alors, quitte à quitter la scène, autant partir avec panache, en défendant ce qui est devenu une conviction : décumuler.

Mais la tentation de Cincinnatus s'estompée très vite. Et rentré de Jambes, c'est un Paulo bien campé sur ses guibolles qui fait le choix de sa ville : charité bien ordonnée commençant par soi-même, il restera bourgmestre plutôt que chef de groupe au Parlement wallon. Et comme pour confirmer son adhésion à un principe longtemps resté l'apanage d'Ecolo, Magnette et sa fédération votent le décumul intégral comme un seul homme à la rentrée.

A Charleroi à temps plein en 2018

C'est que sur Charleroi-ville, cette limitation des mandats est déjà partiellement appliquée depuis le lendemain des « affaires ». Avec un certain succès - l'émergence d'une nouvelle génération de députés - et un certain pragmatisme. La dilution des pouvoirs reste le meilleur moyen d'empêcher l'émergence d'un rival même si, il faut le reconnaître, personne ne semble pouvoir

contester à Paul Magnette le rôle principal sur les rives de Sambre.

Revenir à temps plein à Charleroi, après s'être partagé trois années durant entre l'hôtel de ville et l'Elysette. Le choix est rationnel autant qu'affectif. D'abord parce qu'un retour aux sources est de nature à consolider son ancrage électoral dans la perspective de 2018. D'autant qu'un départ définitif vers le Parlement wallon aurait été vécu comme une trahison de ses engagements communaux pris lors du scrutin de 2012. A un an des élections, choisir tout autre point de chute que la métropole aurait été bien plus que téméraire.

Et puis, le politologue sommeille encore au fond de l'homme politique : il sait tirer leçon de l'observation de ses semblables. De son président, en particu-

lier. Prendre la tête de l'opposition wallonne après avoir été le chef de l'exécutif régional, c'est risquer de se laisser entraîner dans un combat de tranchées où chaque critique est contrée par le renvoi à l'action passée. De ces dialogues de sourds, très peu pour lui.

Ce come-back mayoral aurait pu le libérer pour une OPA présidentielle. Mais là encore, quelle serait la perception des Carolos face à ce bourgmestre revenu pour mieux repartir vers une destination dictée par l'ambition ? Et alors que les projets à mener à bien restent nombreux dans la métropole.

C'est pourquoi Paul Magnette s'est fait une raison : pas question d'embrasser la présidence du parti avant les communales. Il sait qu'il n'a rien à gagner dans un régicide, un parricide même, ou dans un affrontement interne avec Elio Di Rupo, chuchote-t-on dans son entourage. Le vainqueur ne récolterait qu'un champ de ruines. « Il faudrait des années pour reconstruire », s'aventure un socialiste « neutre ». C'est pourquoi le fils prodige de la famille socialiste toise les invitations explicites lancées par Jean-Pascal Labille (Solidaris) et Thierry Bodson (FGTB), autant que celles plus subtiles émanant de certains caciques du parti. Ce n'est pas l'heure.

Ambitions silencieuses, propos présidentiels

Pourtant, la retraite carolo de Magnette n'en est pas une. Il renoue le contact. Avec les Liégeois Marcourt et Demeyer, dont il s'était distancié au moment de Publifin. Et il s'exprime, comme à Ferrare (Italie), fin septembre, sur les traités internationaux et sur l'avenir de la gauche. Ou dans les médias, sur la social-démocratie et le positionnement du PS. Il accentue, ce faisant, sa posture présidentielle en prenant des poses d'idéologue.

Alors que l'arithmétique sondagière imposerait des œillades sur la droite, vers un MR susceptible d'effeuiller avec

lui la violette, Magnette privilégie les coups de coude à gauche, complices vers Ecolo, rugueux envers le PTB. Un parti que la FGTB wallonne verrait bien en coalition avec le PS dès 2019... Lui n'hésite pas à le bouseuler. Et le 10 décembre, il annonce : si le PS tombe à 20 %, il ne doit pas s'aventurer dans une coalition où il peinera à mettre un peu de social dans un cocktail trop libéral. L'amorce du plaidoyer en faveur du vote utile : « Si vous voulez une gauche au gouvernement, votez pour nous ». N'est-ce pas au président de clamer cela ? Lui n'en a cure. Ses voyages lui ont

appris qu'au-delà de nos étroites frontières, stratégie et idéologie ne sont pas le privilège des premiers de cordée.

Ses supporters doivent-ils se résoudre à attendre l'automne 2019 pour le voir achever sa longue marche vers le boulevard de l'Empereur ? Pas nécessairement. Car une conviction semble gagner le parti : aller au scrutin avec Elio Di Rupo pour capitaine, c'est cheminer vers la défaite. Le bilan de Premier ministre colle au Montois comme le sparadrap du capitaine Haddock. « *Michel et De Wever n'en feront qu'une bouchée* », osent pronostiquer certains. Les regards se tournent dès lors vers son dauphin présumé, capable d'en découdre dans les deux langues. Et qui

charme bien au-delà des maisons du peuple, parmi les indécis écologistes et pétébistes. Certains souffleurs glissent qu'il ne serait pas opposé à l'idée d'endosser ce rôle avant le scrutin législatif. Mais à la condition qu'Elio Di Rupo le délaisse de son gré. Brutus n'était bon à rien ; Magnette n'est pas prêt à tout. Et surtout pas à percer le dos de César.

Alors, en attendant, il rédige, dirige (Charleroi) et enseigne. En ce début d'année, il s'apprête à donner un séminaire à l'ULB. Son thème : la pensée politique de Machiavel. Qu'aurait susurré ce dernier sur ce parcours sinueux du socialiste ? Il reste à Magnette une bonne année pour y répondre. ■

PASCAL LORENT